



## Alain Juppé accusé par sa propre administration d'avoir falsifié les rapports sur la Syrie

Par [Réseau Voltaire](#)

Mondialisation.ca, 21 mars 2012

[voltairenet.org](http://voltairenet.org) 21 mars 2012

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [SYRIE](#)

Un haut fonctionnaire français a invité , le 19 mars 2012, des journalistes arabes basés à Paris pour leur révéler la bataille qui se livre actuellement au sein du gouvernement français en général et du Quai d'Orsay en particulier à propos de la Syrie.

Selon cette personnalité, l'ambassadeur de France à Damas, Éric Chevallier, dont l'ambassade vient d'être fermée et qui est rentré à Paris, a pris à partie son ministre devant ses collègues. Il a accusé Alain Juppé de ne pas avoir tenu compte de ses rapports et d'avoir falsifié les synthèses pour provoquer une guerre contre la Syrie.

Au début des événements, en mars 2011, le Quai avait dépêché des enquêteurs à Deraa pour savoir ce qui s'y passait. Leur rapport, transmis à Paris, indiquait qu'après quelques manifestations, la tension était retombée, en contradiction avec les reportages d'*Al-Jazeera* et de *France24* qui indiquaient à l'inverse que la ville était à feu et à sang. L'ambassadeur demanda la prolongation de la mission pour suivre l'évolution des événements. Furieux de ce premier rapport, le ministre des Affaires étrangères lui téléphona pour exiger qu'il le modifie et fasse état d'une répression sanglante. L'ambassadeur plaça alors le chef de mission à Deraa en conférence téléphonique avec le ministre pour lui redire qu'il n'y avait pas de répression sanglante. Le ministre menaça l'ambassadeur et la conversation se termina de manière glaciale.

Immédiatement après, le cabinet d'Alain Juppé fit pression sur l'AFP pour qu'elle publie des dépêches mensongères confortant la vision du ministre.

Durant les mois qui suivirent, les incidents opposant Éric Chevallier et Alain Juppé ne cessèrent de se multiplier, jusqu'à l'affaire des otages iraniens et la mort du « journaliste » Gilles Jacquier. À cette occasion, l'ambassadeur reçut l'ordre d'exfiltrer les agents de la DGSE travaillant sous couverture de presse. Il réalisa l'importance de l'action secrète entreprise par Alain Juppé [1].

Ancien ministre de la Défense, Alain Juppé a semble t-il conservé de solides amitiés au sein des services militaires dont certains agents lui restent dévoués.

La même source assure que des rapports de l'ambassadeur auraient été négligés ou falsifiés et que celui-ci, pour étayer ses dires, aurait fait parvenir au Quai des rapports d'homologues européens attestant tous que la Syrie n'est pas confrontée à un cycle de manifestations/répression, mais à une déstabilisation par des groupes armés venus de l'étranger. À son arrivée à Paris, Éric Chevallier aurait demandé une enquête administrative

interne pour confondre son propre ministre.

Ces révélations en appelant d'autres, un autre haut fonctionnaire a révélé qu'Alain Juppé n'est pas seulement en conflit avec son administration, mais aussi avec ses collègues de l'Intérieur et de la Défense. Claude Guéant et Gérard Longuet auraient non seulement négocié avec le général Assef Chawkat l'exfiltration des agents français présents dans l'Émirat islamique de Baba Amr, comme le *Réseau Voltaire* l'a relaté [2], mais aussi la libération de trois commandos français détenus par la Syrie [3].

Dimanche 18 mars, le quotidien pro-syrien *Ad-Diyar*, édité à Beyrouth, a confirmé que trois prisonniers français ont été remis au chef d'état-major des armées (CEMA), l'amiral Édouard Guillaud, lors d'un déplacement au Liban, prétendument effectué à l'occasion de la réorganisation du contingent français de la FINUL. Selon une source syrienne de haut niveau, l'amiral aurait en échange personnellement veillé au complet démantèlement de la base arrière que les services militaires français avaient installée au Liban.

Le conflit entre l'ambassadeur Chevallier et le ministre Juppé est connu depuis longtemps. Le 4 avril 2011, le journal électronique *Rue89* avait publié un article attribué à un auteur franco-syrien anonyme [4]. On pouvait y lire que l'ambassadeur « *se serait fait le porte-parole du régime, prétendant que les révoltes de Daraa et Lattaquié sont manipulées depuis l'étranger et que les médias mentent sur la réalité* ». Dix jours plus tard, c'était au tour de Georges Malbrunot d'affirmer sur son blog du *Figaro* que l'ambassadeur « *est complètement basharisé* » [5]. Enfin, le 5 mai, *France24*, la chaîne placée sous la tutelle d'Alain Juppé, avait accusé l'ambassadeur de « *minimiser la révolte* » [6]

Le conflit entre le chef d'état-major des armées et Alain Juppé est également connu depuis longtemps. L'amiral Edouard Guillaud n'avait pas apprécié qu'Alain Juppé, alors ministre de la Défense, planifie à l'avance le renversement de Mouammar el-Kadhafi. Avec le discret soutien de son nouveau ministre de tutelle Gérard Longuet, il avait fait savoir publiquement son désaccord lorsqu'il avait reçu instruction de mobiliser les forces françaises contre la Libye.

Quant aux relations Guéant-Juppé, elles sont notoirement exécrables. On se souvient qu'avec l'arrogance qu'on lui connaît Alain Juppé avait posé comme condition pour son entrée au gouvernement Fillon que Claude Guéant quitte le secrétariat général de l'Élysée parce qu'il ne voulait pas avoir à lui parler.

Après l'accord survenu entre Washington, Londres et Moscou pour calmer le jeu en Syrie, Alain Juppé peut toujours compter sur l'appui d'Ankara, de Riyad et de Doha, ainsi que sur les principaux médias, mais se trouve isolé en France et privé des moyens nécessaires à sa politique ... à moins, bien sûr, que le président Sarkozy ne pousse à la guerre pour faire remonter dans les sondages le candidat Sarkozy.

[1] « [Le fiasco des barbouzes français à Homs](#) », par Boris V., *Komsomolskaïa Pravda*, 18 janvier 2012, version française de *New Orient News* disponible sur le site du *Réseau Voltaire*.

[2] « [Les journalistes-combattants de Baba Amr](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 3 mars 2012.

[3] « [La France rétablit la censure militaire](#) », *Réseau Voltaire*, 4 mars 2012.

[4] « [À Damas, le régime de Bachar el-Assad prépare un bain de sang](#) », par Sadik H., *Rue89*, 4 avril 2011.

[5] « [Syrie : quand l'ambassadeur de France déjeunait avec la bête noire des frondeurs](#) », par Georges Malbrunot, *L'Orient indiscret/Le Figaro*, le 14 avril 2011.

[6] « [L'ambassadeur de France en Syrie a clairement minimisé la révolte](#) », par Julien Pain et Peggy Bruguère, *France24*, 5 mai 2011.

La source originale de cet article est [voltairenet.org](http://voltairenet.org)  
Copyright © [Réseau Voltaire](http://Réseau Voltaire), [voltairenet.org](http://voltairenet.org), 2012

---

Articles Par : [Réseau Voltaire](http://Réseau Voltaire)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)